

Foyer de la Visitation

3, rue de l'Abbatiale

14000 CAEN

Tél. 02.31.86.19.40

Email : foyer.visitation@orange.frSite : www.foyer-visitation-caen.fr**Fiche d'inscription****Nom** :**Prénom** :

Date et lieu de naissance :

Nom des Parents : Père :

Mère : Mme nom et prénom de jeune fille :

Profession père :

mère :

Adresse :

Tél. domicile travail père**Tél** travail mère portable père

Portable mère portable jeune fille :

Courriel parents : @**Courriel jeune fille** : @**Établissement scolaire prévu** :

Adresse :

Tél. :

Personne à aviser en cas de besoin :

Dans un cas sérieux et imprévu, autorisez-vous l'hospitalisation ?

Acceptez-vous que votre photo apparaisse sur le Site du foyer ?

Une **photo** d'identité est demandée à l'inscription.Avant 18 ans, toute sortie après 21 heures, nécessite à chaque fois, une autorisation **écrite** des parents.**Date et signature** :

Règlement du Foyer de la Visitation 2026-2027

Le Foyer de la Visitation est destiné à des jeunes filles qui désirent réussir leurs études. Il est un lieu de développement de sa vie personnelle, relationnelle et intellectuelle dans un cadre de vie communautaire.

1) Vie intellectuelle, universitaire

- Dans le but **de réussir au mieux ses études**, chacune est invitée à se donner des conditions de travail favorables à des études supérieures, par un climat général de calme et de soutien.
- Chacune s'engage au **respect des autres** personnes du foyer, dans la diversité des profils, des rythmes de travail et des cultures.
- Chacune s'engage au **respect du lieu de la salle de travail et lieux communs**, au rangement de ses affaires personnelles avant de quitter la pièce, au respect du silence et au respect des autres souhaitant étudier.

2) Vie pratique et matérielle.

- Chaque étudiante a la clé de sa chambre et de la porte d'entrée du foyer et de la petite grille donnant sur la route (pour les majeures) lui assurant une liberté responsable. *(Cette clé ne doit jamais être prêtée à une autre, surtout mineure sous peine de renvoi, et on ne doit pas aller ouvrir à une fille en retard)*. Pour le bon fonctionnement de la vie du foyer, il lui est demandé de **prévenir en cas d'absence aux repas prévus en commun**.
- **Pour les vacances de toussaint, d'hiver et de printemps : 5 € par repas**
- Chaque résidente veille à **fermer à clé les portes** après son passage et à **éteindre les lumières**.
- Les jeunes filles mineures ne peuvent sortir après **19 heures** qu'avec autorisation **écrite** des parents, à chaque fois, le mail est autorisé.
- Le code de la porte d'entrée ne doit **jamais** être communiqué.
- Le grand portail sera fermé à **19 heures**.
- Si vous avez une voiture bien vouloir signaler son numéro d'immatriculation.
- Les amies peuvent monter (rarement) dans les chambres, **après avoir préalablement averti** la Sœur ou la personne qui se trouve à l'accueil.
- Il serait « préférable » que les frères ne montent pas les valises. **Pas de garçons dans les chambres !**
- Après avoir reçu l'accord de la responsable du Foyer, une jeune fille amie peut, exceptionnellement, loger une nuit dans la chambre, mais en ce cas, il sera dû une indemnité de 15 euros.
- **Toute absence** du foyer doit être signalée.
- Chacune assure **l'entretien et le ménage régulier de sa chambre**.
- Le foyer est un espace non fumeur (vous pouvez aller dans la cour)
- Horaires des repas : pt déjeuner : entre 6.45 et 9 heures et repas du soir : 19 heures. (avec possibilité d'avoir un plateau pour les retardataires)

- Les couverts sont fournis par les pensionnaires : apporter assiettes **(3)**, couverts, verre, tasse.
- Celles qui prévoient rester le WE et qui désirent cuisiner, voudront bien apporter les ustensiles de cuisine et un deuxième jeu de vaisselle.
- **On ne mange pas dans la salle télé ni dans la salle d'étude ni dans sa chambre.**
- Les pensionnaires doivent apporter les draps, couvertures, lampe de chevet, multiprise, rallonge...
- Vos chambres pourraient être visitées de temps à autre (sans préavis !).
- **S'il vous arrive de tacher le protège matelas**, ayez la simplicité d'en demander un autre : ne cherchez pas à le nettoyer vous-même.
- **Le linge humide ne doit jamais être posé sur les radiateurs** (ni sur les barres de protection des fenêtres pour les chambres 24 à 30)
- **Pas de musique en prenant la douche !**
- Il est également demandé **de maintenir le silence dans le foyer entre 21h et 7h** pour le respect de toutes.
- **En cas de dégâts occasionnés dans le foyer, dont il ne serait pas possible de découvrir l'auteur, les frais occasionnés seraient partagés entre toutes.**

3) Vie communautaire

- La vie en communauté demande de **cultiver un esprit de vie fraternelle**. Cela passe par des temps conviviaux dans les lieux communs : salon, salle à manger, cuisine.
- Afin de préserver la qualité de vie communautaire, chacune veillera à être ouverte à toutes, en établissant une relation saine entre résidentes et en **évitant les relations exclusives**.
- Dans un souci de bon fonctionnement de la vie du foyer, de l'organisation et des propositions, nous nous engageons à entretenir un **climat de confiance mutuelle**, de bienveillance et de **respect des missions de chacun** notamment avec **les responsables de ce foyer**.
- Si vous désirez parler à une sœur, elle se rendra disponible pour vous écouter.
- Celles qui le désirent, peuvent participer à la prière du soir qui commence à 20.40 heures (se trouver à la salle à manger à 20.30 heures)

Départ en fin de bail

Conformément aux dispositions contractuelles lorsque la locataire est sur le point de quitter définitivement sa chambre, elle doit appeler la responsable pour faire contradictoirement l'état des lieux définitif. Chacune aura soin de rendre sa chambre en bon état et propre.

Date

Signature

Foyer de la Visitation
 3, rue de l'Abbatiale
 14000 CAEN
 Tél. 0231861940
 foyer.visitation@orange.fr
www.foyer-visitation-caen.fr

DEMANDE DE RESERVATION

M..(nom et prénoms)

demeurant à département.....

n° rue

agissant en son nom personnel

ou au nom et pour le compte de (nom, prénoms, liens de parenté)

sollicite du Foyer de la Visitation, 3, rue de l'Abbatiale 14000 CAEN représentée par la directrice de son logement foyer étudiant : Sœur Marcelle-Thérèse Colin ou Sœur Cécilia HA l'attribution, à l'intérieur du logement-foyer d'une chambre meublée pour l'année scolaire prochaine à compter du premier septembre 2026 pour se terminer le 30 juin 2027.

Le demandeur verse dès à présent

- le montant des frais de constitution de dossier ainsi qu'une participation à l'accès d'Internet et à son entretien s'élevant à **120,00 €**

(Cette somme constituant des frais réels estimés forfaitairement est **définitivement** acquise au Monastère)

- un dédit (un mois de loyer) s'élevant à la somme de **.00 €**

Il est précisé

- que ce **débit est acquis au Foyer de la Visitation si le signataire se désiste** ou renonce à sa demande, quelle qu'en soit la cause.
- que ce **débit est acquis au Foyer de la Visitation** en cas de renvoi pour faute grave en cours d'année.
- qu'il sera restitué par le Foyer en cas de refus de sa part de faire droit à ladite demande
- qu'en cas d'acceptation de la demande, il sera imputé suivant les conditions prévues au bail qui sera signé sous l'article 6 " Dédit "

Pour permettre à la directrice du foyer de prendre une décision, le signataire s'engage à fournir, dans le délai de quinze jours de la date des présentes

- les documents indiqués sur la fiche « documents à demander » jointe (verso)
- un engagement de caution régulier (imprimé remis pour le remplir)
- une assurance **multirisques** (en précisant bien : dégâts des eaux et bris de vitres) ou attestation de celle des parents
- la justification de l'Établissement fréquenté pendant l'année scolaire dont il s'agit

Tout refus de fournir les pièces dont il s'agit dans le délai indiqué sera considéré comme un désistement, par déchéance du terme, sans qu'il soit nécessaire pour le Foyer de faire une quelconque démarche, ni de délivrer une mise en demeure.

Le signataire reconnaît qu'il lui a été remis ce jour, un exemplaire du règlement intérieur du logement-foyer, dont il accepte toutes les conditions. Ce règlement sera joint au contrat qui sera signé ultérieurement. Il s'engage également à faire contradictoirement un état des lieux, à son arrivée et à signer le bail dont un projet lui a été présenté.

La Directrice du logement-foyer s'engage à faire connaître sa décision définitive dans la quinzaine de la réception des documents fournis

Fait à Caen, en double exemplaire le

(Faire précéder la signature de la mention " lu et approuvé ")

Documents à demander

A la (ou aux) personne(s) qui se porte(nt) caution.

- les 3 derniers bulletins de salaires **ou** dernier avis d'imposition (photocopie)
- les trois dernières quittances de loyer **ou** taxe foncière si la caution est propriétaire (photocopie)
- s'il s'agit d'un ménage, la photocopie de la première page du livret de famille

S'il s'agit d'un ménage l'acte de caution solidaire (imprimé fourni par le foyer) doit être écrit par l'un des conjoints et l'autre conjoint doit signer.

S'il s'agit de personnes qui ne vivent pas ensemble, il est nécessaire que chacun écrive un acte de caution.

Si la caution n'est pas rédigée sur place, faire légaliser la signature ou les signatures par le Maire de la Commune.

- Joindre la photocopie de la carte d'identité des personnes qui se portent « caution ».

Foyer de la Visitation

3, rue de l'Abbatiale

14000 CAEN

Tél. 02.31.86.19.40

Email : foyer.visitation@orange.fr

Site : www.foyer-visitation-caen.fr

CONVENTION CONSACRANT UN DROIT DE RESIDENCE EN LOGEMENT-FOYER

Entre les soussignés :

La Communauté de la Visitation, 3 rue de l'Abbatiale, 14000 Caen, représentée par Mesdames Marcelle Colin en religion Sœur Marcelle-Thérèse et Xuan Ha en religion Sœur Cécilia, responsables du logement-foyer de la Visitation situé à Caen, même adresse, dénommée le bailleur, d'une part.

et Mademoiselle _____, de nationalité _____ née le _____
à _____ domiciliée à _____.

dénommée la locataire, d'autre part.

La locataire, désirant obtenir une place au logement-foyer de la Visitation pour la période scolaire 2026-2027, a rempli une demande d'inscription, à laquelle il a été donné suite par les deux parties en cause.

PREAMBULE

Il est convenu expressément entre les parties que cette convention de mise à disposition est exclue du champ d'application de la loi du 6 juillet 1989.

Elle porte sur la location d'une chambre meublée pour étudiant, au sein du Monastère de la Visitation.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT:

ARTICLE 1

Le bailleur met à la disposition du locataire, la chambre n° _____ du logement-foyer sis à Caen 3 rue de l'Abbatiale, dans les locaux du Monastère de la Visitation.

ARTICLE 2

Cette mise à disposition à durée déterminée commencera à courir le premier septembre 2026 pour se terminer le 30 juin 2027. Il est précisé que le foyer sera fermé uniquement aux vacances de Noël correspondant à celles de l'académie de Caen (soit une période de deux semaines).

Au 30 juin 2027, par la seule arrivée du terme, sans qu'il soit besoin pour le bailleur de délivrer une mise en demeure, la locataire devra libérer les lieux tant de sa personne que de ses effets et biens personnels, sans pouvoir prétendre à s'y maintenir pour quelque cause que ce soit.

A défaut, la locataire y sera contrainte par une ordonnance de référé, à ses frais, rendue par le Président du Tribunal de Grande Instance de CAEN, saisi par le bailleur sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable de déguerpir

Si la locataire désire profiter d'une mise à disposition pour l'année scolaire suivante, elle devra remplir une nouvelle demande d'inscription, la présente convention ne donnant pas un droit à renouvellement tacite ou contractuel automatique par exception aux dispositions de l'article 1738 du Code Civil.

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de **10 mois entiers et consécutifs**, à savoir du 1^{er} septembre au 30 juin de l'année suivante. La locataire s'engage de manière ferme et définitive sur toute cette période, et ne pourra demander une résiliation de cette convention avant son terme.

ARTICLE 3 : LOYER MENSUEL

Le loyer mensuel forfaitaire est portable et non quérable, dû sur une période de 10 mois (soit du 1^{er} septembre au 30 juin de l'année suivante).

D'un commun accord entre les parties, la locataire s'engage par les présentes à verser les 10 loyers, à la Communauté de la Visitation, dans leur totalité.

Il est dû par la locataire, en rémunération des services énumérés à l'article premier.

- Un loyer mensuel indiqué en page 5 payable d'avance **au plus tard le 5 de chaque mois, par virement.**

Ce loyer, qui comprend le droit à l'utilisation de la petite cuisine en dehors de la période d'ouverture du restaurant, à savoir pendant les week-ends, est dû quel que soit le nombre de repas pris par la locataire au logement-foyer et ne subira aucune diminution en cas d'absence, même durant la période des vacances scolaires.

- le cas échéant, des indemnités pour services supplémentaires : Si la locataire désire installer un réfrigérateur individuel dans la chambre mise à sa disposition, elle règlera une rétribution supplémentaire mensuelle de 7 euros, payable dans les mêmes conditions que la redevance mensuelle.

ARTICLE 4 : ALLOCATION LOGEMENT

La Communauté de la Visitation ne percevra pas le montant de l'allocation logement, la locataire en faisant son affaire personnelle. Le montant du loyer est donc dû en totalité.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

La locataire doit justifier d'une assurance **multirisques en cours de validité** couvrant les risques locatifs souscrite auprès d'une Compagnie solvable.

ARTICLE 6 : DÉBIT

La locataire, lors de son inscription, a versé, outre les frais d'inscription, un dédit, non productif d'intérêts, correspondant à un mois de loyer, afin de garantir la bonne exécution de ses obligations.

Ce dernier devra être versé au plus tard le 20 juillet 2026 permettant ainsi à la locataire de réserver la chambre et de confirmer son engagement auprès du bailleur.

Ces fonds seront définitivement acquis par le bailleur au plus tard le 01 septembre 2026 si la locataire décide de ne pas poursuivre son engagement pris lors de son inscription. Aucun remboursement ne sera effectué.

En fin de contrat, le dédit sera restitué à la locataire, dans un délai maximum de deux mois à compter de la remise des clés, postérieure à l'établissement de l'état des lieux prévu à l'article 7 paragraphe 2, déduction faite le cas échéant, des sommes restant dues au bailleur et des sommes dûment justifiées dont celui-ci pourrait être tenu pour responsable aux lieu et place de la locataire.

ARTICLE 7 : ÉTAT des LIEUX

Il sera fait contradictoirement à l'entrée et avant la remise des clés, après constitution du dossier complet, signature du bail par les parties et règlement du loyer du premier mois en cours, en sus de la somme déposée à titre de dédit.

En fin de convention, la chambre devra être remise en parfait état de propreté

Lors de la sortie, il sera établi, contradictoirement, un état des lieux destiné à déterminer les dégradations de toute nature à la charge de la locataire. Le coût des réparations sera imputé sur le dédit prévu à l'article 5 ci-dessus, et en cas d'insuffisance sera facturé à la locataire.

ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENT

Le cas échéant, le bailleur peut demander qu'un ou plusieurs tiers se portent caution et s'engagent à exécuter, en cas de défaillance de la locataire, les obligations résultant de la présente convention. Les formalités suivantes sont rendues obligatoires sous peine de nullité du cautionnement :

- le bailleur remet aux cautions un exemplaire du contrat de location ;
- la personne qui se porte caution doit, sur l'acte de caution et de sa main ;
- indiquer le montant de la redevance mensuelle, et le cas échéant les redevances supplémentaires telles qu'elles figurent au contrat de location ;
- reconnaître la portée et la nature de son engagement ;
- limiter la durée de son engagement.

ARTICLE 9 : CLAUSES RÉVOCATOIRES ET CLAUSES PÉNALES

Le présent contrat sera **RÉSILIÉ IMMÉDIATEMENT ET DE PLEIN DROIT**, s'il plaît au bailleur, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice :

- un mois : après la mise en demeure conforme à l'article 1139 du Code Civil demeurée infructueuse à défaut de paiement aux termes convenus de tout ou partie du loyer et des charges dûment justifiées ou en cas de non versement du dédit prévu au contrat ; ou d'une des obligations prévues à l'article 9, lesquelles sont considérées comme déterminantes.

- quinze jours après la mise en demeure conforme à l'article 1139 du Code Civil demeurée infructueuse à défaut d'assurance contre les risques locatifs.

Lorsqu'une caution garantit les obligations du présent contrat de location, la mise en demeure est signifiée à la caution dans un délai de 15 jours, à compter de la réception de la notification de cette mise en demeure à la locataire. A défaut, la caution ne peut être tenue au paiement des pénalités ou intérêts de retard.

Les frais et honoraires exposés par le bailleur pour la délivrance des mises en demeure ou en recouvrement des sommes qui lui sont dues, seront mis à la charge de la locataire, sous réserve de l'appréciation des tribunaux, conformément à l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Une fois acquis au bailleur le bénéfice de la clause résolutoire, la locataire devra libérer immédiatement les lieux ; si elle s'y refuse, son expulsion aura lieu sur simple ordonnance de référé.

En outre, et sans qu'il soit dérogé à la précédente clause résolutoire, la locataire s'engage formellement à respecter les deux clauses pénales qui suivent :

- Tout retard dans le paiement du loyer ou de ses accessoires entraînera une majoration de plein droit de 10 % sur le montant des sommes dues, en dédommagement du préjudice subi par le bailleur, et ce sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, en dérogation à l'article 1230 du code civil.
- Si la locataire déchue de tout droit d'occupation ne libère pas les lieux, résiste à une ordonnance d'expulsion ou obtient des délais pour son départ, elle devra verser par jour de retard, outre les charges, une indemnité conventionnelle d'occupation égale à deux fois le loyer quotidien, ceci jusqu'à complet déménagement et restitution des clés. Cette indemnité est destinée à dédommager le bailleur du préjudice provoqué par l'occupation abusive des lieux loués faisant obstacle à l'exercice des droits du bailleur.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS DE LA LOCATAIRE

La locataire est tenue des obligations principales suivantes :

1 - Se conformer aux usages en vigueur, aux règlements intérieurs du logement-foyer dont elle reconnaît avoir eu connaissance, en matière de bonne tenue des immeubles et notamment :

- ne rien déposer ni faire aucun déballage ou emballage dans les parties communes de l'immeuble ;
- ne pouvoir faire passer les meubles personnels dont la jouissance est autorisée que par l'escalier de service ou le monte-charge s'il en existe, l'usage de l'ascenseur étant interdit dans ces cas veiller à ce que la tranquillité de la maison ne soit troublée en aucune façon par lui-même, sa famille, ses visiteurs ou son personnel ;

2 - Payer le loyer et les accessoires aux termes convenus ;

3 - User **PAISIBLEMENT** des locaux et équipements loués suivant la destination prévue au contrat.

4 - Ne pouvoir ni céder, en totalité ou en partie, son droit à la présente location, ni sous-louer les lieux loués ; ne pouvoir se substituer quelque personne que ce soit, ni prêter les lieux loués, même temporairement, à des tiers.

5 - Ne pas faire supporter aux planchers de charges excessives.

6 - Ne faire aucun changement de distribution ni travaux de transformation dans les lieux loués, sans autorisation expresse et par écrit du bailleur. A défaut de cet accord, ce dernier pourra exiger la remise en état des locaux ou des équipements au départ de la locataire et à ses frais ou conserver les transformations effectuées sans que la locataire puisse réclamer une indemnité pour les frais engagés.

Toutefois, le bailleur pourra exiger, pendant la durée du contrat, aux frais de la locataire, la remise immédiate des lieux en l'état, au cas où les transformations mettraient en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local, le tout sans préjudice de tous dommages et intérêts.

7 - Laisser exécuter sans indemnité tous travaux ou réparations, bouchements de jours de souffrance, reconstruction de murs mitoyens que le bailleur ferait exécuter, plus généralement tous travaux d'amélioration des parties communes ou privatives, quels qu'en soient les inconvénients et la durée, sous réserve de l'application de l'article 1724 du Code Civil, et laisser traverser ses locaux par toutes canalisations nécessaires.

8 - Supporter toutes modifications d'arrivées, de branchements ou d'installations intérieurs et tous remplacements de compteurs pouvant être exigés par les compagnies distributrices des eaux, du gaz, de l'électricité, du chauffage urbain, des télécommunications ou de tout autre service ainsi que la pose de tout appareil de comptage.

9 - Répondre aux dégradations et pertes qui surviennent au cours de son occupation dans les lieux loués, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par faute du bailleur ou par le fait d'un tiers qu'il n'y a pas introduit ; de répondre aux dégradations et pertes causées dans les parties communes par lui-même ou les personnes qu'il aura introduites dans l'immeuble, sans préjudice de l'application des dispositions des articles 1733 et 1734 du Code Civil.

10 - Faire assurer convenablement contre l'incendie les explosions et les dégâts des eaux, le mobilier personnel que le bailleur l'aura autorisé préalablement et par écrit à installer et, le cas échéant, ainsi que le recours des voisins et les risques locatifs, par une compagnie d'assurances, et en justifier au bailleur ainsi que du paiement des primes, à tout moment, renonçant à tout recours contre le bailleur en raison de l'existence de ce mobilier personnel.

11 - Déclarer immédiatement à sa compagnie et en informer conjointement le bailleur, tout sinistre ou dégradation s'étant produit dans les lieux loués, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent, sous peine d'être tenu personnellement de rembourser au bailleur le montant du préjudice direct ou indirect résultant pour celui-ci de ce sinistre et d'être notamment responsable vis-à-vis de lui du défaut de déclaration en temps utile dudit sinistre.

12 - Ne faire aucun usage d'appareil de chauffage à combustion lente, ne pas brancher d'appareils à gaz ou à fioul sur des conduits qui n'ont pas été conçus pour cet usage. Ne pas obstruer les ventilations dans les pièces où elles existent. Veiller à la bonne aération du logement. La locataire sera responsable de tous dégâts et conséquences de quelque ordre qu'ils soient résultant de l'inobservation de la présente clause et également des dégâts causés par bistrage, condensation ou autre.

13 - Renoncer à tout recours contre le bailleur :

- en cas de vol, cambriolage ou tout acte délictueux ou criminel commis dans les lieux loués ou parties communes de l'immeuble ;

- en cas d'interruption accidentelle dans le service de l'eau, du gaz, de l'électricité, des télécommunications, de l'air comprimé ou conditionné, de la ventilation mécanique, du chauffage, de l'eau chaude ou de tout autre service, de ou des ascenseurs s'il en existe ou de tous autres éléments d'équipements ;

- pour toutes les conséquences qui résulteraient de la remise des clés par la locataire aux employés de l'immeuble ;

- au cas où les lieux viendraient à être détruits en totalité ou en partie, ou expropriés ;

- en cas de trouble ou dommage subi du fait d'autres colocataires ou occupants de l'immeuble ou toute autre personne.

- n'exposer aux fenêtres, aux balcons et sur les terrasses ni linge, ni autres objets ; ne pas laisser écouler d'eau, n'apposer ni plaque ni écriteau dans les parties communes de l'immeuble ;

- n'avoir dans les lieux loués aucun animal.

14 - Donner accès dans les lieux loués au bailleur, ou à ses représentants, à ses architectes ou entre locataires, aussi souvent qu'il sera nécessaire moyennant avertissement préalable sauf cas d'urgence.

15- Satisfaire à toutes les charges de ville ou de police dont les locataires sont tenus, acquitter tous impôts et taxes à la charge des locataires en cette qualité et en justifier au bailleur avant son départ des lieux.

16 - Ne pouvoir déménager, même partiellement, avant d'avoir payé le montant du loyer et des accessoires jusqu'à l'expiration de l'occupation et justifié par présentation des acquits, du paiement de toutes ses contributions personnelles ou autres afférentes aux lieux loués et de celui des services mis à la disposition par le bailleur.

17 – La locataire aura l'obligation à son départ de faire connaître sa nouvelle adresse au bailleur.

ARTICLE 11 : RESTAURATION

Hors vacances scolaires, le bailleur assurera du lundi matin au vendredi matin de chaque semaine, le petit déjeuner et le repas du soir.

Pendant les vacances scolaires, un supplément de 5 € par repas sera demandé si la locataire en fait la demande.

Les repas sont obligatoires pour celles qui sont dans le foyer.

Dans le pavillon, une cuisine partagée est mise à disposition mais les locataires peuvent prendre les repas au foyer.

Il est ici précisé que la locataire peut demander à profiter des services supplémentaires de restauration le vendredi soir et/ou le samedi matin. Elle devra donc acquitter, en sus de la redevance mensuelle, la somme de 7.50 euros pour chaque dîner et 3.00 euros pour chaque petit déjeuner.

ARTICLE 12

Il est expressément rappelé que s'agissant d'une convention concernant l'hébergement dans un logement-foyer, seules les règles édictées par les articles 1714 à 1762 du Code Civil sont applicables et qu'il ne peut être fait référence

- ni aux dispositions de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 (cf article 2),
- ni aux dispositions des articles L. 632-1 du code de la construction (cf art.632-3).

Ce qui est formellement reconnu par les parties contractantes.

Outre les conditions générales, le présent contrat de location est consenti et accepté aux prix, charges et conditions suivantes

Durée du Contrat : Annuel du 1 ^{er} septembre au 30 juin Année scolaire 2026-2027		
Date de prise d'effet :		
Renouvellement : aucun renouvellement n'est possible contractuellement obligation de se réinscrire pour l'année suivante, aucun droit de priorité au renouvellement		
Montant des paiements : (cf. page 1) euros		
Loyer mensuel de base		euros
<i>service supplémentaire vendredi soir : facturation le mois suivant</i>		
<i>service supplémentaire samedi matin : facturation le mois suivant</i>		
réfrigérateur		euros
autres services supplémentaires (repas)		euros
Total		euros
Termes de paiement : loyer portable avant le 5 de chaque mois entre les mains du bailleur		
Caution : à l'instant même, et par acte séparé intervient comme caution :		
Nom et prénom :		
Adresse :		
Ville		Département
Dédit : €		
il a été versé la somme de : €		
Documents annexes : Etat des lieux établi lors de la remise des clés Règlement intérieur du logement-foyer acte de caution solidaire		
Clés remises : nombre de clés remises à la locataire : voir à l'état des lieux		
Signature des Parties		
Mots rayés nuls :	Fait et signé à Caen, le	
Mots ajoutés :	en trois originaux dont un remis à chacune des parties qui le reconnaît	
Le Bailleur ou son mandataire	La Locataire	La Caution